

**Follow-up Responses to the
Standing Committee on
Government Operations and Estimates (OGGO)
Main Estimates 2023-24 and Supplementary Estimates (A) 2023-24
May 31, 2023**

**Réponses de suivi au Comité des
Des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO)
Budget principal 2023-24 et budget supplémentaire (A) 2023-24
Le 31 mai 2023**

1. **Details on the \$463 million for the emerging treatment of COVID-19 and on the supplier - [Mme. Julie Vignola \(BQ\)](#) (Page 7) / **Détails sur les 463 millions de dollars pour le traitement émergent du COVID-19 et sur le fournisseur - [Mme. Julie Vignola \(BQ\)](#) (Page 7)****

Government Response / Réponse du gouvernement

The Public Health Agency of Canada had requested this funding amount to meet contract obligations for *Molnupiravir* by Merck as it has an advance purchase agreement to procure this product if authorized by Health Canada. Since Health Canada has not authorized this drug due to the cancellation of the submission by Merck, the procurement will not be proceeding, and the funds will not be required by the Public Health Agency of Canada. The Supplementary Estimates (A) reflect the funding required to discharge plans and obligations as they were known at the time of its finalization. As circumstances have changed, the Public Health Agency of Canada will work with the Department of Finance and Treasury Board Secretariat to make any required adjustments using mechanisms within the expenditure management system to return unspent funds to the fiscal framework.

Réponse en français:

Cette somme a été demandée par l'Agence de la santé publique du Canada pour répondre aux obligations contractuelles de Merck pour le *Molnupiravir*, étant donné qu'elle avait conclu un accord d'achat anticipé pour l'acquisition de ce produit s'il était autorisé par Santé Canada. Comme Santé Canada n'a pas autorisé ce médicament parce que Merck a retiré sa soumission, le marché ne sera pas passé et les fonds ne seront pas requis par l'Agence de la santé publique du Canada. Les fonds nécessaires à l'exécution des plans et des obligations figurent dans le budget supplémentaire des dépenses (A), tels qu'ils étaient connus au moment où le budget des dépenses a été finalisé. Les circonstances ayant changé, l'Agence de la santé publique du Canada collaborera avec le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du Trésor pour procéder aux rajustements nécessaires afin de réintégrer les fonds non dépensés dans le cadre financier, par le biais des mécanismes du système de gestion des dépenses.

- 2. The current status of the Black Mental Health Program, the black involvement in the process, how much of the funding has been spent and what it has been spent on, the plan for the next program phase, and whether the program will be released publicly - Mr. Gord Johns (NDP) (Page 27) / L'état actuel du programme de santé mentale des Noirs, l'implication des Noirs dans le processus, le montant des fonds dépensés et ce à quoi ils ont été consacrés, le plan pour la prochaine phase du programme et la question de savoir si le programme sera rendu public - Mr. Gord Johns (NPD) (Page 27)**

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The Government of Canada is working to create a diverse and inclusive public service, free from racism, harassment and discrimination, where everyone has a sense of belonging.

Budget 2022 proposed \$3.7 million over 4 years, and Budget 2023 proposes to provide a further \$45.9 million over three years, starting in 2023-24, to the Treasury Board of Canada Secretariat (TBS) to create a Mental Health Fund for Black public servants and establish dedicated career development programs.

In the first phase of work, TBS focused on developing an action plan for Black employees in the public service, in partnership with Black employee networks. Following Budget 2022, TBS hired several Black employees on secondment to co-develop and design proposals for a mental health fund for Black employees and dedicated career development programs. That work resulted in new Budget 2023 commitments. When the work was done, secondments were ended and employees returned to their organizations.

A second phase of work is underway to meet the Budget commitments. A dedicated team will be established to design, develop and implement programs that support the mental health and career development of Black public servants. We plan to re-engage with Black employee networks and more broadly, consult Black employees in the public service to ensure that the initiatives developed will respond to their needs. We are also working with our partners, such as Health Canada which delivers the Employee Assistance Program, and the Canada School of Public Service which offers a suite of leadership development programming for leaders at all levels. We will build upon what exists and develop new programming to meet the needs of Black employees. Experts from the Black community will be engaged throughout this process.

Budget 2023 also proposes to provide \$6.9 million over two years, starting in 2023-24, to TBS to advance a restorative engagement program to empower employees who have suffered harassment and discrimination, and to drive cultural change in the public service.

- Funding is being used to establish an Expert Panel by mid-2023, enable stakeholder consultations in Fall 2023, and enable the development of recommendations by Winter 2024 for program implementation.

- Funding will also support a review of the processes for addressing current and historical complaints of harassment, violence, and discrimination.

As part of its commitment to a healthy and respectful workplace, TBS will use existing legislated and collectively bargained (i.e., grievances and complaints) processes to deal with complaints related to racism and discrimination in the public service.

Finally, TBS is working with Canadian Heritage as the lead department responsible for initiatives and strategies that combat racism and hate. TBS is considering how to ensure that federal public service workplaces are free from racism and all forms of hate, consistent with the mandate of the President of the Treasury Board. Canadians should benefit from programs, policies, and services that are inclusive and that respect democracy and people, which are public service values.

Réponse en français:

Le gouvernement du Canada s'efforce de créer une fonction publique diversifiée et inclusive, exempte de racisme, de harcèlement et de discrimination, où chacun a un sentiment d'appartenance.

Le budget 2022 a proposé 3,7 millions de dollars sur 4 ans, et le budget 2023 propose de fournir 45,9 millions de dollars supplémentaires sur trois ans, à partir de 2023-24, au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) pour créer un fonds de santé mentale pour les fonctionnaires noirs et mettre en place des programmes de développement de carrière dédiés.

Au cours de la première phase de travail, le SCT s'est concentré sur l'élaboration d'un plan d'action pour les employés noirs de la fonction publique, en partenariat avec les réseaux d'employés noirs. Suite au budget 2022, le SCT a embauché plusieurs employés noirs en détachement pour codévelopper et concevoir des propositions pour un fonds de santé mentale pour les employés noirs et des programmes de développement de carrière dédiés. Ce travail a débouché sur de nouveaux engagements dans le cadre du budget 2023. Une fois le travail terminé, les détachements ont pris fin et les employés sont retournés dans leur organisation.

Une deuxième phase de travail est en cours pour répondre aux engagements du budget. Une équipe spécialisée sera mise en place pour concevoir, développer et mettre en œuvre des programmes qui soutiennent la santé mentale et le développement de carrière des fonctionnaires noirs. Nous prévoyons de renouer le dialogue avec les réseaux d'employés noirs et, de manière plus large, de consulter les employés noirs de la fonction publique pour nous assurer que les initiatives développées répondront à leurs besoins. Nous travaillons également avec nos partenaires, tels que Santé Canada, qui met en œuvre le programme d'aide aux employés, et l'École de la fonction publique du Canada, qui offre une série de programmes de développement du leadership pour les leaders à tous les niveaux. Nous nous appuyerons sur ce qui existe et développerons de nouveaux programmes pour répondre aux besoins des employés noirs. Des experts de la communauté noire seront impliqués tout au long de ce processus.

Le budget 2023 propose également de fournir 6,9 millions de dollars sur deux ans, à partir de 2023-24, au SCT pour faire avancer un programme d'engagement réparateur visant à

responsabiliser les employés qui ont souffert de harcèlement et de discrimination, et à conduire un changement culturel dans la fonction publique.

- Le financement est utilisé pour établir un groupe d'experts d'ici la mi-2023, permettre des consultations avec les parties prenantes à l'automne 2023 et permettre l'élaboration de recommandations d'ici l'hiver 2024 pour la mise en œuvre du programme.
- Le financement soutiendra également un examen des processus de traitement des plaintes actuelles et historiques de harcèlement, de violence et de discrimination.

Dans le cadre de son engagement en faveur d'un milieu de travail sain et respectueux, le SCT utilisera les procédures existantes prévues par la loi et la négociation collective (c'est-à-dire, les griefs et les plaintes) pour traiter les plaintes liées au racisme et à la discrimination dans la fonction publique.

Enfin, le SCT collabore avec Patrimoine canadien en tant que principal ministère responsable des initiatives et des stratégies de lutte contre le racisme et la haine. Le SCT étudie les moyens de garantir que les lieux de travail de la fonction publique fédérale sont exempts de racisme et de toute forme de haine, conformément au mandat de la présidente du Conseil du Trésor. Les Canadiens et les canadiennes devraient bénéficier de programmes, de politiques et de services inclusifs et respectueux de la démocratie et envers les personnes, ceux qui sont des valeurs de la fonction publique.

3. **The GBA+ analysis which was conducted for the Supplementary Estimates (A) and the GBA+ analysis conducted for the work from home travel policy - Mr. Kelly McCauley (CPC) (Page 28) / L'analyse ACS+ réalisée pour le budget supplémentaire des dépenses (A) et l'analyse ACS+ réalisée pour la politique de déplacement domicile-travail - Mr. Kelly McCauley (PCC) (Page 28)**

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

Specific line items in supplementary estimates (A) have been identified where they are sourced from federal budgets. The Department of Finance reports expected GBA Plus impacts of measures in their budget impacts report. Questions on the actual GBA Plus impacts of specific line items in supplementary estimates (A) should be directed to responsible departments and agencies.

Réponse en français:

Des items spécifiques dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) ont été identifiés lorsqu'ils proviennent des budgets fédéraux. Le ministère des Finances a détaillé les impacts attendus de mesure de l'ACS Plus dans ses rapports sur les impacts des budgets. Les questions sur les répercussions réelles de l'ACS Plus sur des items particuliers du Budget supplémentaire des dépenses (A) doivent être dirigées aux ministères et organismes responsables.

4. **List Continuing the Disability Degree Program past 2024 and applying it to the whole of government, and the number of workers who aren't working that have been injured in the public service – Mr. Gord Johns (NDP) (Page 10) / Liste Poursuivre le programme de diplôme d'invalidité au-delà de 2024 et l'appliquer à l'ensemble du gouvernement, ainsi que le nombre de travailleurs qui ne travaillent pas et qui ont été blessés dans la fonction publique - Mr. Gord Johns (NPD) (Page 10)**

Government Response / Réponse du gouvernement

Department of Employment and Social Development Canada to prepare response and share with committee / Le ministère Emploi et Développement social Canada préparera une réponse et la communiquera au comité.

5. The cost was related to federal public servants working from home in terms of their eligibility to claim federal tax deductions for home office expenses - [Ms. Kelly Block \(CPC\)](#) (page 19-20) / Le coût était lié aux fonctionnaires fédéraux travaillant à domicile en termes d'éligibilité aux déductions fiscales fédérales pour les frais de bureau à domicile - [Mme. Kelly Block \(PCC\)](#) (page 19-20)

Government Response / Réponse du gouvernement

The Canada Revenue Agency to prepare response and share with committee / L'Agence du revenu du Canada préparera une réponse et la communiquera au comité.